

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12 rue du Maître du Monde  
80440 GLISY

Lille , le 08/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BONDUELLE EUROPE LONG LIFE**

30 chaussée Brunehaut  
Usine d'Estrées-Mons  
80200 PERONNE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement BONDUELLE EUROPE LONG LIFE implanté 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 PERONNE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
- 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 PERONNE
- Code AIOT dans GUN : 0005102374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

Le site BONDUELLE à Estrées-Mons est spécialisé dans la production de surgelés et de conserves en boîtes métalliques de légumes.

L'usine existe depuis 1963. Les installations permettent le traitement en période de campagne de plus de 1 000 tonnes brutes de produits végétaux par jour. Le site d'Estrées-Mons assure une fonction de production toute l'année, bien que l'activité soit très saisonnière. La campagne débute en juin et s'étire jusqu'à la Toussaint, ce qui représente 85 à 95 % du volume annuel.

Les principaux légumes traités sont les pois, les haricots verts et les épinards. Au total, 36 types de légumes différents sont transformés. Les légumes traités ne sont pas tous locaux, ils peuvent être envoyés par d'autres usines du groupe.

Par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011, l'établissement a été autorisé à poursuivre l'exploitation de ses installations autorisées et à exploiter une nouvelle salle des machines ainsi qu'un nouvel entrepôt frigorifique de grande hauteur sur le territoire de la commune d'Estrées-Mons.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Déclaration GERE](#)
- [Positionnement RSDE](#)
- [Emissions Tributylétain cation](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GERE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14	/	Sans objet
Déclaration GERE / évolutions	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article Art. 9.3.1	/	Sans objet
Positionnement RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article /	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur le contenu de la déclaration GERE de l'établissement Bonduelle Europe Long Life d'Estrées Mons, et sur la méthodologie employée pour renseigner la déclaration. Un retour d'expérience sur les raisons et la gestion des augmentations d'émissions entre 2019 et 2021 est attendu.

Le positionnement de l'exploitant sur l'Arrêté Ministériel "RSDE" du 24/08/2017 a ensuite été évoqué. Des compléments sur le positionnement transmis sont attendus afin de pouvoir acter la mise à jour du programme d'autosurveillance des rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / obligation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe I - Liste des établissements concernés par la déclaration annuelle GEREP a) établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; (...) b) établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe.
<b>Constats :</b> Bonduelle Europe Long Life - usine d'Estrée Mons est concerné par la déclaration GEREP à deux titres : - installations classées soumises à autorisation au titre des rubriques 1510-1, 1511-1, 1532-1, 3642-2-a, 4735-1-a, 4001.  - b) établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe: Activité n° 8 b-ii) Produits d'origine animale ou végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons _ matières premières végétales - d'une capacité de production de produits finis de 300 t jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle) : l'établissement est autorisé pour une capacité de 2100 t/j .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, le taux de validation de la déclaration GEREP sur les émissions de l'année 2021 était de 65 %. L'échéance de transmission de la déclaration complète n'était pas passée le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (consommation et émissions)						
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;						
<b>Constats :</b> Les vérifications ont été faites sur la déclaration de l'année passée (données 2020) : Les volumes d'eau prélevés sont déclarés car ils dépassent bien le seuil de 7000 m <sup>3</sup> /an dans le milieu naturel : ici les eaux souterraines : 2 968 580 m <sup>3</sup> dans la nappe de la craie de la vallée de la Somme amont, la case a bien été cochée. (c'est également le cas pour 2021 sur la déclaration non validée au jour de la visite).  S'agissant des volumes d'eau rejetés, l'exploitant déclare les éléments demandés : en 2020, 3 822 739 m <sup>3</sup> dans le milieu récepteur « Craie de la vallée de la Somme amont ».						
Les paramètres suivants sont réglementés en autosurveillance Eau dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 février 2011 (article 4.3.9 – rejet n°1), leur VLE est reprise dans le tableau ci-dessous, extrapolée sur 294 jours (nombre de jours de rejets déclarés dans GEREPP) cela donne l'émission maximale autorisée qui est ensuite comparée aux seuils de l'annexe à l'arrêté ministériel « GEREPP » du 31 janvier 2008 modifié (des VLE différentes existent pour la période de juin à octobre (campagne) et pour la période novembre à mai (intercampagne) – l'exploitant ayant indiqué sous GEREPP fonctionner 6 jours par semaine avec 2 semaines de coupures à Noël, et une autre semaine de coupure dans l'année, l'extrapolation a été réalisée pour 128 jours pour la période de campagne et 166 jours pour l'intercampagne qui contient la période de Noël)						
Paramètre	VLE flux journalier (kg/j) juin à octobre	VLE flux journalier (kg/j) novembre à mai	Extrapolation sur 294 jrs (en kg/an)	Seuil AM 31/01/2008 (kg/an)	Déclaration attendue GEREPP ?	Déclaré dans GEREPP ?
DCO	2 520	1 800	621 360	150 000	oui	oui
DBO5	700	475	168 450	43 000	oui	oui
Azote global	840	350	165 620	50 000	oui	oui
Nitrates (NO3-)	112	75	26 786	/	/	non
Azote Kjeldahl (NTK)	252	150	57 156	/	/	non
MES	840	450	182 220	300 000	non	oui
Phosphore	112	60	24 296	5 000	oui	oui
Potassium	3 360	1 800	728 880	/	/	non
Chlorures	14 000	7 500	3 037 000	2 000 000	oui	non
Sodium	10 640	5 700	2 308 120	/	/	non
Sulfates	1 400	750	303 700	1 500 000	non	non
Fer	3	3	882	3 000	non	non

Cuivre	0,980	0,975	289,85	50	oui	Oui (0 depuis 2019)
Plomb	0,980	0,975	289,85	20	oui	Oui (0 depuis 2019)
Chrome	0,980	0,975	289,85	50	oui	oui
Zinc	2,800	3,900	1 031,40	100	oui	oui
Nickel	0,980	0,975	289,85	20	oui	oui
Cadmium	0	0,075	12,45	1	oui	Oui (0 depuis 2019)
Baryum	20	10,500	4 303,00	/	/	non
Arsenic	0	0,150	24,90	5	oui	oui
Manganèse	1	0,750	252,50	500	non	non
AOX	28	1,950	3 907,70	1 000	oui	oui
Chloroforme	28	15,000	6 074,00	10	oui	non

Les deux paramètres suivants manquent donc dans la déclaration a priori : Chlorures et chloroforme.

Il est à noter que pour ces deux paramètres, aucune fréquence de surveillance n'est fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les chlorures sont néanmoins mesurés tous les mois dans le cadre du suivi régulier des rejets (SRR) de l'agence de l'eau. L'exploitant a indiqué en séance avoir rejeté 1361 tonnes de chlorures en 2021, soit sous le seuil de déclaration GERE de 2000 t/an. Il a indiqué qu'en 2020 il était également sous le seuil. L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre son fichier de suivi des chlorures justifiant les chiffres avancés. Si ces valeurs sous le seuil GERE sont confirmés pour ces deux années consécutives, alors la déclaration des émissions de chlorures n'est pas obligatoire.

Concernant le chloroforme, c'est un paramètre qui avait été concerné par les campagnes RSDE. L'exploitant a ainsi présenté en séance les résultats de la phase 1 RSDE en 2006 où le chloroforme n'avait pas été quantifié (< 5 µg/l), et ceux de la campagne de surveillance initiale dans le cadre de la phase 2 en 2010 où également le chloroforme était systématiquement sous la limite de quantification de 1 µg/l. La substance n'avait donc pas été retenue en surveillance pérenne.

Ces éléments ont montré que le site n'était donc pas à l'origine de l'émission de chloroforme, il n'est donc pas attendu de valeur pour ce paramètre dans la déclaration GERE.

Pour les paramètres suivants les valeurs déclarées dans GERE depuis 2019 sont nulles (aucune émission) : Cuivre, Plomb et cadmium, ainsi que le mercure non réglementé dans l'arrêté préfectoral mais figurant tout de même dans la liste des polluants déclarés sous GERE. Ayant donc plus de deux années consécutives sous le seuil de déclaration GERE, la déclaration de ces 4 paramètres n'est pas obligatoire.

Le même exercice peut être fait pour les rejets dans l'Air. Les paramètres suivants sont réglementés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement (article 3.2.4 – arrêté du 14/02/2011) :

Paramètre	Seuil AM 31/01/2008 (kg/an)	Déclaré dans GERE ?
Poussières	100 000 *	Oui ( 0 en 2019 – 75 kg en 2020)
SO2	150 000*	Oui (sous le seuil : 45,9 kg en 2019 - 41,57 kg en 2020)
NOx	100 000*	Oui (sous le seuil : 5511 kg en 2019 – 4988 kg en 2020)
Monoxyde de Carbone (CO)	500 000	non
COV	30 000	non
COT	/	non
HAP	50	non

*\* le seuil est abaissé à 0 pour les installations de combustion > 20 MW, ce qui est le cas ici  
l'établissement est autorisé au titre de la rubrique Installations de combustion (2910A 1) pour 46,75 MW*

Les paramètres CO, COV et HAP ne sont pas déclarés sous GEREP.

Concernant les HAP, l'inspection note qu'aucune fréquence de surveillance n'est prescrite à l'exploitant qui a indiqué ne pas avoir réalisé d'analyse sur ce paramètre récemment. En l'absence de donnée, l'exploitant ne déclare pas ce paramètre sous GEREP. L'inspection ne formule pas d'observation pour ce paramètre.

Concernant les COV l'exploitant a indiqué en séance que ses émissions annuelles étaient inférieures au seuil GEREP de 30 t/an. Suite à la visite, par courriel le même jour, l'exploitant a transmis ses données d'émissions : il estime ses émissions de COV à 7 kg en 2020 et 12 kg en 2021, soit très en dessous du seuil de déclaration de 30 000 kg/an.

L'exploitant a également transmis les données concernant le CO : 15 753 kg en 2020 et 8 133 kg en 2021, soit très en dessous également du seuil GEREP de 500 000 kg/an.

L'exploitant n'a donc pas l'obligation réglementaire de déclarer ses émissions de COV et de CO.

A noter que l'exploitant déclare sous GEREP déclarent les émissions de NH3, CO2, CH4 N2O mais ces dernières sont sous les seuils GEREP :

- NH3 : 2 000 kg en 2019 – 3000 kg en 2020 pour un seuil à 10 000 kg/an
- CO2: 5 238 163 kg en 2019 – 4 740 967 kg en 2020 pour un seuil à 0 (car installation de combustion > 20 MW)
- CH4: 367 kg en 2019 – 332 kg en 2020 pour un seuil à 0 kg/an
- N2O : 230 kg en 2019 – 208 kg en 2020 pour une seuil à 0 kg/an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés année précédente

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

**Constats :** Depuis 2019 l'exploitant déclare bien les mêmes polluants chaque année. Comme vu au point de contrôle précédent, les substances déclarées dans GEREP et non réglementés dans l'AP du site que ce soit dans l'eau ou l'air, ne dépassent pas les seuils de déclaration de l'AM du 31/01/2008.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)																							
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>																							
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Eau</b></p> <p>Seul le point de rejet n°1 est concerné (les rejets d'eaux sanitaires et d'eaux pluviales ne sont pas concernés par la déclaration GERE).</p> <p>La cohérence des données déclarées dans GIDAF et GERE a été contrôlée sur l'exemple de l'année 2020 par comparaison des ordres de grandeur :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Donnée GERE 2020 (kg/an)</th><th>Données GIDAF 2020 (kg/an) (moyenne intercampagne en kg/j * 166 j + moyenne campagne * 128 j)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>111 523</td><td>79 399</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>200 994</td><td>147 997</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>46 729</td><td>34 513</td></tr> <tr> <td>Azote Global</td><td>28 716</td><td>23 165</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>3 692</td><td>2 983</td></tr> <tr> <td>AOX</td><td>521</td><td>367</td></tr> </tbody> </table> <p>Les valeurs GERE semblent être surévaluées par rapport aux données GIDAF.</p> <p>A noter cependant que la déclaration GIDAF de juin 2020 n'a pas été validée par l'exploitant. L'exploitant a indiqué que c'est un mois où la charge est importante cela peut donc constituer une partie de l'explication.</p> <p>L'idéal est de sommer toutes les valeurs de flux journalières présentes dans GIDAF et de reporter la valeur dans GERE. L'exploitant a indiqué que c'est bien la méthodologie qu'il applique pour renseigner GERE. La méthode est donc correcte.</p> <p><b>Air</b></p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant si les 4 chaudières objet de l'autosurveillance étaient bien prises en compte pour effectuer la déclaration GERE (conduits n° 1 à 4). L'exploitant a indiqué utiliser la méthode des facteurs d'émission sur la base des Terajoules, et récupérer les données de consommation de la facture de gaz de l'usine qui tient bien compte de l'alimentation des 4 chaudières.</p>			Paramètre	Donnée GERE 2020 (kg/an)	Données GIDAF 2020 (kg/an) (moyenne intercampagne en kg/j * 166 j + moyenne campagne * 128 j)	MES	111 523	79 399	DCO	200 994	147 997	DBO5	46 729	34 513	Azote Global	28 716	23 165	Phosphore total	3 692	2 983	AOX	521	367
Paramètre	Donnée GERE 2020 (kg/an)	Données GIDAF 2020 (kg/an) (moyenne intercampagne en kg/j * 166 j + moyenne campagne * 128 j)																					
MES	111 523	79 399																					
DCO	200 994	147 997																					
DBO5	46 729	34 513																					
Azote Global	28 716	23 165																					
Phosphore total	3 692	2 983																					
AOX	521	367																					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																							
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																							

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / émissions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
<b>Constats :</b> Que ce soit dans l'eau ou l'air, aucune émission accidentelle n'a été déclarée depuis 2019, ce qu'a confirmé l'exploitant en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / prélèvement d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 14			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).			
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré les valeurs de prélèvement d'eau suivantes dans GEREP depuis 2019 :			
<i>Année</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021 (en cours)</i>
<i>Volume</i>	3 464 716 m <sup>3</sup>	2 968 580 m <sup>3</sup>	2 837 453 m <sup>3</sup>
<i>Origine</i>	OMIGNON	Craie de la vallée de la Somme amont	Craie de la vallée de la Somme amont
<p>Le commentaire suivant a été apporté en 2020 sur la déclaration : <i>Prélèvement total de 3 330 462 m<sup>3</sup> au forage de Monchy, dont 241 159 m<sup>3</sup> pour CBEM et 120 723 m<sup>3</sup> pour l'AOPLI Consommation activité Bonduelle = 3 330 462 - 241 159 - 120 723 = 2 968 580 m<sup>3</sup></i></p> <p>De même pour les données 2021 en cours de saisie : <i>Prélèvement total de 3 173 450 m<sup>3</sup> au forage de Monchy, dont 196 671 m<sup>3</sup> pour CBEM et 139 326 m<sup>3</sup> pour l'AOPLI Consommation activité Bonduelle = 3 173 460 - 196 671 - 139 326 = 2 837 453 m<sup>3</sup></i></p> <p>Cette façon de déclarer a été discutée lors de la visite, et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Elle évite un double comptage des données déclarées.</p> <p>A noter qu'une erreur figure sur la déclaration des données 2019 sur l'origine des prélèvements, qui a été corrigée depuis.</p> <p>L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter l'établissement du 14 février 2011 fixe le niveau maximal de prélèvement à 3 800 000 m<sup>3</sup>/an au forage situé « <i>lieu-dit La Pitance à proximité de la station d'épuration parcelle cadastrée n°26 de la section XS01</i> ».</p> <p>Il s'agit donc bien d'un prélèvement en eau souterraine. La valeur limite maximale a été respectée ces dernières années.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / évolutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article Art. 9.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

**Constats :**

Les constats suivants sont faits au niveau des déclarations GERE des différents paramètres (à noter que pour la déclaration 2021 en cours de saisie, les données ont été confirmées par l'exploitant lors de la visite) :

**2020**

- **DBO5** : 4<sup>ème</sup> émetteur régional (46,7 t – forte augmentation par rapport aux années précédentes : + 50 %) - 8<sup>ème</sup> émetteur en 2019

BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	80	Péronne	Agro-alimentaire & boissons	49 070	29 457	30 700	25 423	29 103	46 729	
----------------------------	----	---------	-----------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--

*Déclaration 2021 (en cours de saisie) : 25, 6 t*

- **DCO** : 7<sup>ème</sup> émetteur régional ( 201 t- forte augmentation par rapport aux années précédentes : + 50%) - 10<sup>ème</sup> émetteur en 2019

BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	80	Péronne	Agro-alimentaire & boissons	137 176	154 400	129 557	135 230	133 480	200 994	
----------------------------	----	---------	-----------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--

*Décla 2021 (non validée pour l'instant) : 147,2 t*

- **MES** : 7<sup>e</sup> émetteur régional (111,5 t doublé par rapport aux années précédentes) – 11<sup>ème</sup> émetteur en 2019

0051.02374	BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	80	Péronne	Agro-alimentaire & boissons	47 466	54 069	55 761	50 273	50 876	111 523	
------------	----------------------------	----	---------	-----------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	--

*Décla 2021 (non validée pour l'instant) : 71,6 t*

- **Azote global** : 10<sup>e</sup> émetteur régional (28,7 t) – 10<sup>e</sup> en 2019 (*Décla 2021 (non validée pour l'instant) : 22,5 t*)

- **phosphore total** : 5<sup>e</sup> émetteur régional (3,7 t diminution par rapport aux années précédentes) – 4<sup>e</sup> en 2019

BONDUELLE EUROPE LONG LIFE	80	Péronne	Agro-alimentaire & boissons	5 076	4 843	4 976	4 726	5 462	3 693	
----------------------------	----	---------	-----------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--

*(Décla 2021 (non validée pour l'instant) : 10 t : forte augmentation)*

L'exploitant a été interrogé sur les évolutions constatées.

L'exploitant a confirmé les valeurs.

Concernant la DBO5 et la DCO l'exploitant a indiqué qu'un problème de décalage entre les analyses et les résultats ne lui ont pas permis d'agir efficacement sur certaines émissions. Il a également évoqué l'influence des conditions de fonctionnement dégradée lors de périodes de crise sanitaire dues au Covid 19 (lors des confinements notamment).

S'agissant des MES l'exploitant a mis en avant le fait que les périodes de confinement n'ont pas permis de faire toutes les analyses en interne comme habituellement. Il a eu recours à plusieurs reprises à des organismes extérieurs, ce qui l'a obligé à congeler un certain nombre d'échantillons. Cependant certaines analyses ne sont pas conseillées sur des échantillons congelés. Notamment les MES : la congélation entraînerait la formation de microcristaux qui viendraient ainsi interférer avec la recherche des MES. L'exploitant nous a transmis le courriel que lui avait fait sur le sujet l'organisme extérieur intervenant le 30 avril 2020.

L'exploitant a indiqué également que les augmentations pouvaient être dues d'une part aux périodes d'arrêt en 2020 et 2021 qui ont généré une charge plus importante à la reprise, mais aussi à des variations de productions sans pour autant donner d'exemple précis.

<p>Concernant le phosphore, selon l'exploitant un arrêt en avril – mai 2021 aurait provoqué la décantation des boues dans le bassin, et ces boues seraient remontés au redémarrage augmentant la charge en sortie.</p> <p>Des problèmes d'aération dans les bassins ont également été évoqués.</p>
<p><b>Observations :</b> L'ensemble de ces explications méritant d'être plus précises, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un retour d'expérience précis sur les émissions 2020 et 2021, expliquant les raisons des variations importantes constatées et les mesures mises en places pour limiter de telles augmentations à l'avenir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>Nom du point de contrôle :</b> Positionnement RSDE
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un courrier DREAL du 20/12/2019 demandait à l'exploitant un positionnement sur l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 (nouvelles Valeurs Limites d'Emission et nouvelles fréquences de surveillance en fonction des flux émis de chaque substance).</p> <p><b>Constats :</b>  <b>Positionnement AM RSDE</b>  Suite au courrier du 20 décembre 2019, l'exploitant a répondu par courriel du 31 mars 2020. Il a transmis un tableau de positionnement sur la base du modèle que l'inspection lui avait envoyé. Quelques observations figurant dans le tableau aident à la compréhension du tableau mais cette fiche est sensée être une synthèse, un argumentaire devrait accompagner le positionnement sur chaque substance.</p> <p>En outre, toutes les substances de l'annexe IX de l'AM du 24/08/17, spécifique au secteur agroalimentaire d'origine végétale, n'ont pas été reprises il convient de justifier pourquoi certaines substances ne sont pas retenues, la non présence dans les produits utilisés par exemple peut être un argument mais il doit être exposé. Il manque un positionnement sur les substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)</li> <li>- indice phénols</li> <li>- indice cyanures totaux</li> <li>- Manganèse (mais il y a une VLE ds AP 14/02/11)</li> <li>-Fer + aluminium (VLE en Fe dans AP)</li> <li>- Etain</li> <li>- Composés organo halogénés (AOX) (VLE ds AP)</li> <li>- hydrocarbures totaux</li> <li>- ion fluorure (en F-)</li> <li>- Cadmium (VLE ds AP)</li> <li>- Tétrachlorure de carbone</li> <li>- Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)</li> <li>- Quinoxylène</li> <li>- Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD</li> <li>- Aclonifène</li> <li>- Bifénox</li> <li>- Cybutryne</li> <li>- Cyperméthrine</li> <li>- Hexabromocyclododécane (HBCDD)</li> <li>- Heptachlore et époxyde d'heptachlore</li> </ul> <p>Concernant le positionnement de l'exploitant, l'inspection formule les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'inspection s'interroge sur les raisons ayant amené à viser dans le tableau certaines substances non visées dans la liste des substances du secteur (annexe IX AM du 24/08/17) : les HAP (Benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène...), les BTEX ;</li> <li>- chloroforme : AP actuel prévoit une VLE de 1 mg/l ; l'AM une VLE de 100 µg/l si flux &gt; 2 g/j – l'exploitant propose de ne rien modifier mais ne fournit pas de résultats d'analyse pour cette substance : il en faudrait pour confirmer que le flux est &lt; 2 g/j et que la VLE actuelle peut être conservée ;</li> <li>- Plomb : l'AM prévoit une VLE de 50 µg/l si flux &gt; 2 g/j – l'AP une VLE de 35 µg/l en campagne, et de 65 µg/l hors campagne : l'exploitant doit justifier que le flux &lt; 2 g/j hors campagne pour maintenir VLE à 65 µg/l sur cette période ;</li> <li>- Nickel : une fréquence trimestrielle est à prévoir car le flux excède 20 g/j</li> <li>- Arsenic : l'AM prévoit une fréquence trimestrielle si flux &gt; 20 g/j – selon le tableau : en 2019 le flux moyen rejeté a été de 9,3 g/j et le flux max de 71,3 g/j ,la proposition d'une fréquence de surveillance doit être faite.</li> </ul>

### Programme d'actions Zinc

Rappel des données historique au sujet du Zinc dans le cadre de RSDE :

Surveillance initiale : Flux journalier moyen 1225 g/j > 500 g/j ⇒ Programme d'actions à réaliser (APC 30/10/2017 – article 4-5))

Selon le tableau de positionnement :

2018 flux journalier moyen Zinc = 931 g/j

2019 flux journalier moyen Zinc = 562 g/j

Le programme d'actions a été envoyé en septembre 2019, et renvoyé avec le positionnement RSDE en mars 2020.

Le programme d'actions sur le Zinc ne contenait pas d'échéance de réalisation, ni d'indication du flux attendu après mise en oeuvre des actions , à plusieurs reprises il était indiqué "*estimation du flux impossible*", mais pour pouvoir juger si le plan d'actions est suffisant l'inspection a besoin de connaître ce flux après action.

En 2020, l'inspection avait demandé à l'exploitant de confirmer avoir mis en place la fiche d'actions n°3 sur la diminution des apports en Zinc dans les circuits de refroidissement.

Par courriel du 18/06/2020, l'exploitant indiquait que : "*Concernant le programme RSDE et la fiche d'action 3 : la substitution a eu lieu le 3 Mars 2020 à 9 heures. Néanmoins, avec le confinement, les analyses d'eau sur cette substitution ont pris du retard. L'essai devrait donc être terminé pour début août.*"

L'inspection a par ailleurs consulté les déclarations GIDAF :

En 2020, un flux moyen rejeté en zinc de 6,53 g/j ressort.

En 2021, flux moyen rejeté de 127 g/j mais avec valeur faible en août 2021, sous le g/j et une valeur forte en septembre 2021 à 531 kg/j ...

L'exploitant a indiqué lors de la visite que suite à la substitution du produit au niveau des circuits de refroidissement, un suivi a montré que cette action avait finalement eu peu d'impact sur la diminution de la teneur en Zinc du rejet final. L'exploitant est donc revenu en arrière sur cette action et a réorienté ses investigations par rapport aux légumes, à leur lavage et aux eaux de cuisson. Il a ainsi indiqué qu'une étude récente de l'INERIS avait mis en évidence que certains légumes relarguent du zinc : principalement les carottes, les choux de Bruxelles, la laitue et les épinards. Autant de légumes travaillés sur le site de Bonduelle. L'exploitant a donc précisé qu'il allait affiner le sujet en mettant en corrélation les périodes de plus forte émission de Zinc avec les campagnes de production des différents légumes. En parallèle une démarche a été engagée afin de déterminer la capacité de la station d'épuration du site à capter le zinc.

### Observations :

L'exploitant complètera son positionnement RSDE sous un mois.

Le plan d'actions initial n'ayant finalement pas abouti à la mise en place d'action concrète, l'exploitant transmettra sous un mois un état d'avancement de l'ensemble de ses démarches évoquées afin de diminuer les teneurs en zinc dans les rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Emissions Tributylétain

Le service Eau et Nature de la DREAL a identifié une problématique concernant des flux importants de Mercure, Cadmium et Tributylétain, substances de la catégorie des substances dangereuses prioritaires dont un objectif de suppression avait été fixé initialement en 2021 en déclinaison de la directive cadre sur l'eau. Si l'objectif de suppression a été repoussé en 2027, et que la transcription en droit français de cet objectif de suppression s'est faite par l'introduction d'une valeur limite d'émission dite « filet de sécurité » via l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017, de 25 µg/l voire 50 µg/l selon les substances, il est nécessaire que la réduction maximale de l'émission de ces substances soit visée dès à présent. Ainsi l'article 22-2-III de l'arrêté du 2/2/98 précise

*: "Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur."*

Au regard des enjeux locaux, il est proposé de se focaliser sur les substances Mercure – Cadmium – Tributylétain. Bonduelle a été identifié comme émetteur potentiel de Tributylétain suite à la déclaration de 1,39 kg en 2018 sous GIDAF.

Dans le tableau de positionnement RSDE il est fait état d'un flux moyen en 2018 de 2,13 g/j pour une concentration de 0,18 µg/l, et rien en 2019.

La consultation des déclarations GIDAF apporte les éléments suivants :

- une déclaration de cette substance pour l'agence de l'eau (point de rejet spécifique sous GIDAF)
- 0,18 µg/l déclaré en septembre 2018, soit un flux de 4,5 g/j
- substance non déclarée en 2019, 2020 et 2021

La substance n'est pas déclarée dans GEREP. L'exploitant a précisé avoir fait également des analyses en 2016-2017, le tributylétain cation était sous le seuil de détection. L'agence de l'eau demande que cette substance soit recherchée tous les 5 ans. La dernière analyse datant de 2018, la prochaine était prévue en 2023. Il a été demandé à l'exploitant de l'avancer d'un an afin de voir si la substance serait encore détectée comme en 2018. L'exploitant s'est engagé à programmer l'analyse de la substance en 2022, et a précisé que la période qui semblait la plus propice car la plus représentative des rejets est la période estivale. Interrogé sur l'origine possible de Tributylétain cation dans ses rejets, l'exploitant a indiqué ne pas savoir précisément mais a émis l'hypothèse que les pesticides, dont on retrouve des traces sur les légumes, en soient les cause.

### Observations :

L'exploitant confirmera avoir programmé l'analyse du tributyl étain cation lors d'une campagne d'analyse de ses rejets lors de l'été 2022.